

CHAPITRE V - *Disposition transitoire*

Art. 52. Les covered bonds belges et lettres de gage belges qui ont été émis

- avant le 8 juillet 2022; ou

- dans le cadre d'un programme d'émission et pour lesquels l'ouverture du code ISIN a eu lieu avant le 8 juillet 2024 et à condition que :

(i) la date d'échéance des covered bonds belges ou des lettres de gage belges soit antérieure au 8 juillet 2027 ;

(ii) le volume total des émissions du programme réalisées après le 8 juillet 2022 ne dépasse pas le double du volume total de l'encours des obligations garanties à cette date ;

(iii) le volume total de l'émission, à l'échéance, ne dépasse pas 6 000 000 000 d'euros ;

(iv) les actifs utilisés comme sûreté sont situés en Belgique,

demeurent régis, jusqu'à la date de leur échéance, par les articles 6, 80, 81 et 82 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse et les articles 2, 3, 4, 6, 13 et 15 de l'Annexe III de la même loi, tels qu'ils existaient avant leur modification par la présente loi. Pour le surplus, les dispositions de la loi précitée du 25 avril 2014 telles que modifiées par la présente loi leur sont applicables, à l'exception des articles 1^{er}/2, 1/3, 2/1 et 13/1 de l'Annexe III de la loi précitée du 25 avril 2014.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K55-2224

Compte rendu intégral : 18 novembre 2021.

HOOFDSTUK V - *Overgangsbepaling*

Art. 52. De Belgische covered bonds en de Belgische pandbrieven die uitgegeven zijn

- vóór 8 juli 2022; of

- in het kader van een uitgifteprogramma en waarvan het ISIN vóór 8 juli 2024 is geopend en op voorwaarde dat:

(i) de Belgische covered bonds of de Belgische pandbrieven vervallen vóór 8 juli 2027;

(ii) het totale volume van de uitgiften in het kader van het programma die worden uitgevoerd na 8 juli 2022, niet meer bedraagt dan tweemaal het totale volume van de op die datum uitstaande gedekte obligaties;

(iii) het totale volume van de uitgifte op de vervaldag niet meer bedraagt dan 6 000 000 000 euro;

(iv) de activa die als zekerheid dienen, in België zijn gelegen,

blijven tot hun vervaldag onderworpen aan artikelen 6, 80, 81 en 82 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen en aan de artikelen 2, 3, 4, 6, 13 en 15 van Bijlage III van dezelfde wet, zoals zij bestonden vóór de wijziging ervan door deze wet. Voor het overige zijn de bepalingen van de voornoemde wet van 25 april 2014, zoals gewijzigd bij deze wet, erop van toepassing, met uitzondering van de artikelen 1/2, 1/3, 2/1 en 13/1 van Bijlage III van de voornoemde wet van 25 april 2014.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K55-2224

Integraal verslag: 18 november 2021.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/34083]

28 NOVEMBRE 2021. — Loi portant organisation d'un Registre des crédits aux entreprises (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er} - DISPOSITION GÉNÉRALE

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE 2 - LE REGISTRE DES CRÉDITS AUX ENTREPRISES

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° Banque : la Banque Nationale de Belgique, visée par la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique ;

2° Registre : le Registre des crédits aux entreprises visé à l'article 3 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2021/34083]

28 NOVEMBER 2021. — Wet tot organisatie van een Register van kredieten aan ondernemingen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1 - ALGEMENE BEPALING

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL 2 - HET REGISTER VAN KREDIETEN AAN ONDERNEMINGEN

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° Bank: de Nationale Bank van België als bedoeld in de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België;

2° Register: het Register van kredieten aan ondernemingen bedoeld in artikel 3;

3° agent déclarant :

a) établissement de crédit : un établissement de crédit résident au sens de l'article 4, paragraphe 1, point 1), du Règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le Règlement (UE) n° 648/2012 ;

b) entreprise de leasing : une entreprise résidente agréée conformément à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement ;

4° résident : ayant un centre d'intérêt économique sur le territoire économique belge tel que défini à l'article 1 (4) du Règlement (CE) n° 2533/98 du Conseil du 23 novembre 1998 concernant la collecte d'informations statistiques par la Banque centrale européenne ;

5° contrat : un accord juridiquement contraignant entre deux parties ou plus en vertu duquel un ou plusieurs instruments sont créés :

a) contrat de crédit : un contrat conclu entre un ou plusieurs établissements de crédit agissant en tant que créancier et une ou plusieurs parties agissant en tant que débiteur, par lequel le créancier met des fonds à disposition du débiteur, dans le cadre d'une activité professionnelle, y compris par des facilités de découvert non autorisées sur un compte, ou s'engage à mettre des fonds à disposition, et le débiteur s'engage à les rembourser ;

b) contrat de leasing : un contrat conclu entre une ou plusieurs entreprises de leasing et un ou plusieurs débiteurs résidents, dans le cadre d'une activité professionnelle, pour autant que le contrat réponde aux critères établis dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement ;

6° instrument : une disposition spécifique faisant partie d'un contrat et présentant des caractéristiques particulières, qui permet à un débiteur de recevoir des fonds d'un créancier ou de bénéficier de droits d'usage sur un actif ;

7° risque de crédit : le risque qu'une contrepartie ne paie pas une somme d'argent qu'elle est contractuellement tenue de payer ;

8° protection : une assurance ou couverture contre un incident de crédit ;

9° unité institutionnelle : une entité économique caractérisée par une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale, telle que définie aux paragraphes 2.12 et 2.13 de l'annexe A du Règlement (UE) n° 549/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne ;

10° entreprise : une unité institutionnelle qui agit dans le cadre de ses activités professionnelles ;

11° entité juridique : toute unité institutionnelle constituée sous la forme d'une personne morale, ou toute unité institutionnelle partie d'une personne morale, qui, en vertu de la législation nationale qui lui est applicable, peut bénéficier de droits et être soumise à des obligations juridiques. L'expression entité juridique a le même sens qu'à l'article 1, point 5), du Règlement (UE) 2016/867 de la Banque centrale européenne du 18 mai 2016 relatif à la collecte de données granulaires sur le crédit et le risque de crédit (BCE/2016/13) ;

12° entreprise personne physique : toute unité institutionnelle personne physique qui ne peut être considérée comme une entité juridique et qui agit dans le cadre de ses activités professionnelles ;

13° personne physique : toute unité institutionnelle personne physique qui ne peut être considérée comme une entité juridique et qui n'agit pas dans le cadre de ses activités professionnelles ;

14° contrepartie: une unité institutionnelle

a) qui est partie à un instrument en tant que débiteur, créancier, organe de gestion ou initiateur ;

b) qui est partie à une protection en tant que fournisseur de protection; ou

c) qui est affiliée à une partie à un instrument ou une protection en tant que entreprise du siège social, entreprise mère immédiate, ou entreprise mère ultime ;

15° débiteur : la contrepartie soumise à une obligation inconditionnelle d'effectuer les remboursements découlant d'un instrument ;

16° créancier : la contrepartie qui supporte le risque de crédit d'un instrument, hormis un fournisseur de protection ;

3° informatieplichtige:

a) kredietinstelling: een ingezeten kredietinstelling in de zin van artikel 4, lid 1, punt 1), van Verordening (EU) nr. 575/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 betreffende prudentiële vereisten voor kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 648/2012;

b) leasingonderneming: een ingezeten onderneming die erkend is overeenkomstig artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 55 van 10 november 1967 tot regeling van het juridisch statuut der ondernemingen gespecialiseerd in financieringshuur;

4° ingezetene: een centrum van zijn economische belangen hebbend in het Belgisch economisch gebied als gedefinieerd in artikel 1 (4) van Verordening (EG) nr. 2533/98 van de Raad van 23 november 1998 met betrekking tot het verzamelen van statistische gegevens door de Europese Centrale Bank;

5° overeenkomst: een juridisch bindende overeenkomst tussen twee of meer partijen op basis waarvan een of meer instrumenten worden gecreëerd:

a) kredietovereenkomst: een overeenkomst tussen een of meer kredietinstellingen die als crediteur optreden en een of meer partijen die als debiteur optreden, waarbij de crediteur geldmiddelen ter beschikking stelt van de debiteur, in het kader van een beroepsactiviteit, met inbegrip van niet toegelaten debetstanden op rekening, of zich ertoe verbindt geldmiddelen ter beschikking te stellen, en de debiteur zich ertoe verbindt deze geldmiddelen terug te betalen;

b) leasingovereenkomst: een overeenkomst tussen een of meer leasingondernemingen en een of meer ingezeten debiteuren, in het kader van een beroeps-activiteit, voor zover de overeenkomst voldoet aan de criteria van artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 55 van 10 november 1967 tot regeling van het juridisch statuut der ondernemingen gespecialiseerd in financieringshuur;

6° instrument: een specifieke bepaling die deel uitmaakt van een overeenkomst en specifieke kenmerken vertoont, en op grond waarvan een debiteur geldmiddelen kan ontvangen van een crediteur of een gebruiksrecht kan genieten op een actief;

7° kredietrisico: het risico dat een tegenpartij niet in staat is contractueel verplichte betalingen te doen;

8° protectie: een verzekering of dekking tegen een negatieve kredietgebeurtenis;

9° institutionele eenheid: een economische entiteit die wordt gekenmerkt door zelfstandige beslissingsbevoegdheid bij de uitoefening van haar hoofdfunctie, als gedefinieerd in de punten 2.12 en 2.13 van Bijlage A bij Verordening (EU) nr. 549/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2013 betreffende het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Europese Unie;

10° onderneming: een institutionele eenheid die handelt in het kader van haar professionele activiteiten;

11° juridische entiteit: iedere institutionele eenheid opgericht als rechtspersoon, of iedere institutionele eenheid die deel uitmaakt van een rechtspersoon, die, krachtens het toepasselijke nationale recht, rechten en verplichtingen kan verwerven. Het begrip juridische entiteit heeft dezelfde betekenis als in artikel 1, punt 5), van de Verordening (EU) 2016/867 van de Europese Centrale Bank van 18 mei 2016 betreffende de verzameling van gedetailleerde kredietgegevens en kredietrisicogegevens (ECB/2016/13);

12° onderneming natuurlijke persoon: iedere institutionele eenheid die niet als een juridische entiteit kan worden beschouwd en die handelt in het kader van zijn professionele activiteiten;

13° natuurlijke persoon: iedere institutionele eenheid natuurlijke persoon die niet kan worden beschouwd als een juridische entiteit en die niet handelt in het kader van zijn professionele activiteiten;

14° tegenpartij: een institutionele eenheid

a) die partij is bij een instrument als debiteur, crediteur, beheerder, of initiator;

b) die partij is bij een protectie als protectiegever; of

c) die verbonden is met een partij bij een instrument of een protectie als hoofdkantooronderneming, directe moederonderneming, uiteindelijke moederonderneming;

15° debiteur: de tegenpartij die onvoorwaardelijk verplicht is aflossen te doen die voortvloeien uit het instrument;

16° crediteur: de tegenpartij die het kredietrisico draagt van een instrument, met uitzondering van een protectiegever;

17° fournisseur de protection : la contrepartie qui accorde une protection contre un incident de crédit contractuellement couvert et qui supporte le risque de crédit de cet incident ;

18° organe de gestion : la contrepartie responsable de la gestion administrative et financière d'un instrument ;

19° initiateur : la contrepartie d'une opération de titrisation d'un instrument telle que définie à l'article 1^{er}, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1075/2013 de la Banque centrale européenne du 18 octobre 2013 relatif aux statistiques sur les actifs et les passifs des véhicules de titrisation (BCE/2013/40) ;

20° entreprise du siège social : entité juridique dont une unité institutionnelle partie d'une personne morale est juridiquement dépendante ;

21° entreprise mère immédiate : entité juridique qui détient un pouvoir de contrôle direct sur une entité juridique distincte. L'expression entreprise mère a le même sens qu'à l'article 2, point 9), de la directive (UE) 2013/34 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil ;

22° entreprise mère ultime : entité juridique qui détient un pouvoir de contrôle ultime sur une entité juridique distincte et n'est contrôlée par aucune autre entité juridique. L'expression entreprise mère a le même sens qu'à l'article 2, point 9), de la directive (UE) 2013/34 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil ;

23° date fin d'un instrument : date à partir de laquelle un agent déclarant n'est plus soumis à l'obligation de communication d'un instrument selon les conditions définies par le Roi, tel que prévu à l'article 4 ;

24° RGPD : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Art. 3. La Banque est chargée de la gestion d'un registre contenant les données relatives :

1° aux instruments créés en vertu de contrats définis à l'article 2, 5° ;

2° aux protections reçues ;

3° aux contreparties liées aux instruments et protections.

Les agents déclarants doivent communiquer ces données et leurs modifications ultérieures au Registre, conformément aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Sans préjudice des obligations propres aux agents déclarants, la Banque est le responsable du traitement des données à caractère personnel enregistrées dans le Registre en ce qui concerne la réception de ces données transmises par les agents déclarants, leur classement et leur conservation, leur utilisation dans les limites fixées par la loi, leur communication dans les cas où elle y est habilitée par la loi, ainsi que la protection, l'effacement ou la destruction de données à caractère personnel sous les conditions prévues par la loi.

Art. 4. Le Roi, sur proposition du ministre des Finances, détermine :

1° les données visées à l'article 3 qui doivent être communiquées par les agents déclarants ;

2° les délais et fréquences de communication ;

3° les conditions et les modalités de communication et de mise à jour des données.

Le Roi peut fixer un seuil minimal de montant total de risque de crédit sur la base duquel certains agents déclarants peuvent être exemptés de communiquer leurs contrats au Registre.

17° protectiegever: de tegenpartij die een bescherming biedt tegen een contractueel overeengekomen negatieve kredietgebeurtenis en die het kredietrisico draagt van de negatieve kredietgebeurtenis;

18° beheerder: de tegenpartij die verantwoordelijk is voor het administratieve en financiële beheer van een instrument;

19° initiator: de tegenpartij bij een securitisatietransactie van een instrument, zoals bedoeld in artikel 1, lid 3, van Verordening (EU) nr. 1075/2013 van de Europese Centrale Bank van 18 oktober 2013 houdende statistieken betreffende de activa en passiva van lege financiële instellingen die securitisatietransacties verrichten (ECB/2013/40);

20° hoofdkantooronderneming: juridische entiteit waarvan een institutionele eenheid die onderdeel is van een rechtspersoon juridisch afhankelijk is;

21° directe moederonderneming: juridische entiteit die een direct zeggenschap heeft over een onderscheiden juridische entiteit. Het begrip moederonderneming heeft dezelfde betekenis als in artikel 2, punt 9), van de Richtlijn (EU) 2013/34 van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2013 betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad;

22° uiteindelijke moederonderneming: juridische entiteit die een uiteindelijke zeggenschap heeft over een onderscheiden juridische entiteit. Het begrip moederonderneming heeft dezelfde betekenis als in artikel 2, punt 9), van de Richtlijn (EU) 2013/34 van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2013 betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad;

23° einddatum van een instrument: datum vanaf welke een informatieplichtige niet langer verplicht is gegevens te verstrekken over een instrument overeenkomstig de voorwaarden bepaald door de Koning, zoals voorzien door artikel 4;

24° AVG: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG.

Art. 3. De Bank is belast met het beheer van een register met gegevens die betrekking hebben op:

1° de instrumenten die gecreëerd zijn op basis van overeenkomsten als gedefinieerd in artikel 2, 5°;

2° de verkregen protecties;

3° de tegenpartijen die verbonden zijn met de instrumenten en de protecties.

De informatieplichtigen moeten deze gegevens en de latere wijzigingen ervan aan het Register meedelen, in overeenstemming met de bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Onverminderd de verplichtingen die rusten op de informatieplichtigen, is de Bank de verwerkingsverantwoordelijke van de persoonsgegevens die in het Register worden geregistreerd wat betreft het ontvangen van deze door de informatieplichtigen verstrekte gegevens, het ordenen en bewaren van deze gegevens, het gebruik van deze gegevens binnen de grenzen van de wet, het meedelen van deze gegevens in de gevallen waarin zij daartoe door de wet gerechtigd is, alsmede het beschermen, wissen of vernietigen van persoonsgegevens onder de in de wet vastgestelde voorwaarden.

Art. 4. De Koning, op voordracht van de minister van Financiën, bepaalt:

1° welke van de in artikel 3 bedoelde gegevens door de informatieplichtigen moeten worden meegedeeld;

2° de frequentie en de termijnen voor de gegevensverstrekking;

3° de voorwaarden en nadere regels voor het meedelen en bijwerken van de gegevens.

De Koning kan een minimumdrempel vaststellen voor het totale bedrag van het kredietrisico op basis waarvan bepaalde informatieplichtigen vrijgesteld kunnen worden van de verplichting tot mededeling aan het Register van hun overeenkomsten.

Art. 5. Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, et afin d'identifier une contrepartie qui est une personne physique et qui n'agit pas dans le cadre de ses activités professionnelles, les agents déclarants utilisent le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques que ces personnes physiques sont tenues de leur communiquer préalablement à la conclusion d'un contrat s'ils disposent de ce numéro.

Pour les contrats existant à la date d'entrée en vigueur de la loi, les agents déclarants sont habilités :

1° à réutiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques dont ils disposeraient déjà dans le cadre d'une autre finalité prévue par ou en vertu de la loi ;

2° s'ils ne disposent pas de ce numéro d'identification, de demander à leur contrepartie de leur communiquer ce numéro s'ils en disposent, de l'enregistrer dans leurs fichiers sous une forme numérique et structurée, et de l'utiliser pour identifier la contrepartie.

Art. 6. La Banque est habilitée à enregistrer le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques et à l'utiliser dans ses relations avec les agents déclarants dans le cadre de la présente loi. La Banque est également habilitée à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques en vue de la gestion interne du Registre, ainsi que dans ses relations avec le Registre national des personnes physiques et avec la Banque-Carrefour des Entreprises.

Aux fins exclusives de l'accomplissement des tâches visées par la présente loi et ses arrêtés d'exécution, la Banque, agissant à l'intervention des membres de son personnel, désignés à cette fin nommément et par écrit par le membre de son comité de direction ayant le Registre sous son autorité en raison de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions spécifiques, est autorisée à accéder aux informations mentionnées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 5°, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, et à enregistrer ces informations.

Art. 7. Les informations obtenues en application de l'article 6, alinéa 2, ne peuvent être communiquées, dans les limites de l'exécution des tâches visées par cette loi, qu'aux seuls agents déclarants et aux personnes qui, en vertu des dispositions légales et des dispositions d'exécution applicables, sont autorisés à recevoir de la Banque les informations enregistrées au nom de la personne physique concernée.

Art. 8. La Banque élabore les instructions administratives et techniques à respecter par les agents déclarants et par les personnes autorisées à consulter les données du Registre.

TITRE 3 - DEVOIR D'INFORMATION À L'ÉGARD DES ENTREPRISES PERSONNES PHYSIQUES ET DES PERSONNES PHYSIQUES

Art. 9. Lorsqu'une contrepartie d'un contrat est une entreprise personne physique ou personne physique, l'agent déclarant est tenu de communiquer à cette personne, préalablement au premier enregistrement dans le Registre, les informations suivantes :

1° le nom du Registre, la gestion du Registre par la Banque et les coordonnées du délégué à la protection des données de la Banque;

2° le fait que les données visées à l'article 3 et portant sur la personne concernée sont enregistrées dans le Registre conformément aux dispositions de la présente loi ;

3° les finalités de l'enregistrement dans le Registre, à savoir la gestion du Registre en vue de procurer aux agents déclarants des informations leur permettant d'évaluer correctement les risques liés à leurs débiteurs et de procurer à la Banque, en tant qu'autorité de supervision, les données nécessaires à une bonne évaluation des risques supportés par le secteur financier, ainsi que pour ses activités scientifiques ou statistiques ou pour les autres activités menées conformément à la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque, telles que la politique monétaire et autre, et le fait que la présente loi constitue la base juridique de cet enregistrement ;

4° le nom et l'adresse de l'agent déclarant qui communique les données au Registre ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données de cet établissement ;

5° l'existence d'un droit d'accès aux données et de rectification de celles-ci, conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe 1^{er} ;

Art. 5. Voor de toepassing van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan en met het oog op de identificatie van een tegenpartij die een natuurlijke persoon is en die niet handelt in het kader van zijn beroepsactiviteiten, gebruiken de informatieplichtigen het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen dat die natuurlijke personen voorafgaand aan het afsluiten van een overeenkomst aan hen dienen mee te delen indien zij daarover beschikken.

Voor de op de datum van inwerkingtreding van de wet bestaande overeenkomsten, zijn de informatieplichtigen gemachtigd om:

1° het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen waarover ze reeds zouden beschikken in het kader van een ander bij of krachtens de wet vastgesteld doeleinde te hergebruiken;

2° als ze niet over dit identificatienummer beschikken, hun tegenpartij te vragen om hen dit nummer mee te delen indien zij daarover beschikken, het in hun bestanden op te nemen in digitale en gestructureerde vorm en er gebruik van te maken om de tegenpartij te identificeren.

Art. 6. De Bank wordt gemachtigd om het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen te registreren en om er gebruik van te maken in haar betrekkingen met de informatieplichtigen in het kader van deze wet. De Bank wordt tevens gemachtigd om gebruik te maken van het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen met het oog op het intern beheer van het Register, alsook in haar betrekkingen met het Rijksregister van de natuurlijke personen en met de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Uitsluitend voor het vervullen van de taken bedoeld in deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt de Bank, via haar personeelsleden die daartoe wegens hun functies en binnen de perken van hun specifieke bevoegdheden bij naam en schriftelijk zijn aangewezen door het lid van haar directiecomité dat verantwoordelijk is voor het Register, gemachtigd om toegang te hebben tot de gegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1°, 2° en 5°, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, en om deze gegevens te registreren.

Art. 7. De gegevens die met toepassing van artikel 6, tweede lid, zijn verkregen, mogen binnen de perken van de uitvoering van de in deze wet bedoelde taken enkel worden meegeedeeld aan de informatieplichtigen en aan de personen die krachtens de toepasselijke wettelijke en uitvoeringsbepalingen gerechtigd zijn om van de Bank de gegevens te verkrijgen die op naam van de betrokken natuurlijke persoon zijn geregistreerd.

Art. 8. De Bank stelt de administratieve en technische richtlijnen vast die moeten worden nageleefd door de informatieplichtigen en door de personen die de toelating hebben gekregen om de gegevens van het Register te raadplegen.

TITEL 3 - INFORMATIEPLICHT TEN AANZIEN VAN ONDERNEMINGEN NATUURLIJKE PERSONEN EN NATUURLIJKE PERSONEN

Art. 9. Indien een tegenpartij van een overeenkomst een onderneming natuurlijke persoon of een natuurlijke persoon is, dient de informatieplichtige deze persoon voorafgaand aan de eerste registratie in het Register de volgende informatie te verstrekken:

1° de naam van het Register, het beheer van het Register door de Bank en de contactgegevens van de functionaris voor gegevensbescherming van de Bank;

2° het feit dat de in artikel 3 bedoelde gegevens die slaan op de betrokken persoon, in het Register worden geregistreerd overeenkomstig de bepalingen van deze wet;

3° de doeleinden van de registratie in het Register, te weten het beheer van het Register om de informatieplichtigen informatie te verstrekken die hen in staat stelt de risico's die aan hun debiteuren zijn verbonden naar behoren te beoordelen en om aan de Bank, als toezichthoudende autoriteit, de gegevens te verstrekken die zij nodig heeft voor een goede beoordeling van de risico's van de financiële sector, alsmede voor haar wetenschappelijke of statistische activiteiten of voor de andere activiteiten die zij overeenkomstig de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Bank uitoefent, zoals monetair en ander beleid, en het feit dat deze wet de rechtsgrond vormt voor deze registratie;

4° de naam en het adres van de informatieplichtige die de gegevens meedeelt aan het Register alsook de contactgegevens van de functionaris voor gegevensbescherming van deze instelling;

5° het bestaan van een recht van inzage en op rectificatie van de gegevens, overeenkomstig de bepalingen van artikel 11, § 1;

6° les délais de conservation qui sont applicables aux données visées à l'article 3 et portant sur la personne concernée, conformément à l'article 12 ;

7° le droit de la personne concernée de déposer une plainte auprès de l'Autorité de protection des données.

La Banque est dispensée de cette obligation.

TITRE 4 - CONSULTATION, COMMUNICATION ET CONSERVATION DES DONNÉES DU REGISTRE

Art. 10. § 1^{er}. Selon les règles établies par le Roi, sur proposition du ministre des Finances, le Registre peut être consulté par les agents déclarants, soit préalablement à la conclusion d'un contrat dans le cadre d'une évaluation des risques concernant une contrepartie potentielle, soit dans le cadre de la gestion d'un contrat.

Le Roi peut, le cas échéant par catégorie d'agents déclarants, limiter les données enregistrées dans le Registre qui leur sont communiquées.

Le Registre ne peut pas être consulté à des fins de prospection commerciale.

§ 2. La Banque peut communiquer les données du Registre :

1° à l'Autorité des services et marchés financiers, pour l'exécution des missions qui lui ont été confiées par ou en vertu de la loi du 21 décembre 2013 relative à diverses dispositions concernant le financement des petites et moyennes entreprises. Dans ce cadre, l'Autorité des services et marchés financiers est uniquement autorisée à obtenir des informations agrégées concernant le nombre, le montant et le type de crédit accordé par l'agent déclarant ;

2° à l'Autorité belge de protection des données, pour autant qu'il s'agisse de données à caractère personnel ou de l'information dont elle a besoin pour l'exécution des missions qui lui ont été confiées par ou en vertu du RGPD et par ou en vertu de la loi ;

3° à la Banque centrale européenne (BCE) en vertu du Règlement (EU) n° 2016/867 de la BCE du 18 mai 2016 relatif à la collecte de données granulaires sur le crédit et le risque de crédit. Dans ce cadre, les données communiquées pourront être consultées et utilisées par la BCE et les banques centrales nationales étrangères conformément au règlement précité, y compris pour la création et le maintien par les banques centrales nationales de retour de données vers leurs agents déclarants, à condition que leurs finalités, les données enregistrées et la protection légale qu'elles assurent en matière de secret professionnel soient équivalentes à celles du Registre et qu'elles fournissent leurs données à titre de réciprocité ;

4° au cours d'un témoignage en justice en matière pénale ainsi que par sollicitation spécifique et motivée du procureur du Roi ;

5° aux agents du Service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie dans la mesure où ils doivent intervenir dans le cadre du titre 5 ;

6° dans les cas où la communication de telles données est prévue ou autorisée par ou en vertu d'une loi.

§ 3. Les personnes qui ont obtenu des données du Registre doivent prendre les mesures nécessaires pour garantir le caractère confidentiel de ces données et leur usage aux seules fins prévues aux paragraphes 1 et 2. Les données du Registre ne peuvent être rendues publiques. Les agents déclarants qui ont obtenu des données du Registre doivent veiller à ce que seules les personnes agissant sous leur autorité et ayant besoin des données du Registre dans l'exercice de leurs fonctions aient accès à ces données.

Art. 11. § 1^{er} Selon les modalités fixées par le Roi, sur proposition du ministre des Finances, chaque personne physique et chaque entreprise personne physique a accès, sans frais, aux données enregistrées à son nom dans le Registre et peut librement et sans frais demander la rectification des données erronées, conformément aux articles 15 et 16 du RGPD.

Ces droits sont néanmoins limités dans le sens que les personnes concernées ne disposent pas d'un droit d'accès visé à l'article 15 du RGPD et du droit de rectification visé à l'article 16 du même règlement pour ce qui concerne certaines données purement internes des agents déclarants dans le Registre qui ne constituent pas des éléments du contrat visé à l'article 2, 5°. Le Roi détermine les données dont le traitement est soumis à cette exception au droit d'accès et au droit de rectification.

6° de bewaartermijnen die overeenkomstig artikel 12 van toepassing zijn op de in artikel 3 bedoelde gegevens die slaan op de betrokken persoon;

7° het recht van de betrokken persoon om een klacht in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit.

De Bank is van deze verplichting ontslagen.

TITEL 4 - RAADPLEGING, MEDEDELING EN BEWARING VAN GEGEVENS IN HET REGISTER

Art. 10. § 1. Het Register kan volgens de door de Koning, op voordracht van de minister van Financiën, bepaalde regels worden geraadpleegd door de informatieplichtigen, hetzij vóór het sluiten van een overeenkomst in het kader van een risicobeoordeling met betrekking tot een potentiële tegenpartij, hetzij in het kader van het beheer van een overeenkomst.

De Koning kan, in voorkomend geval per categorie van informatieplichtige, de mededeling van de in het Register geregistreerde gegevens aan de informatieplichtigen beperken tot bepaalde gegevens.

Het Register mag niet worden geraadpleegd voor commerciële prospectiedoeleinden.

§ 2. De Bank mag de in het Register geregistreerde gegevens meedelen:

1° aan de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten, voor de uitvoering van de opdrachten die haar door of krachtens de wet van 21 december 2013 betreffende diverse bepalingen inzake de financiering voor kleine en middelgrote ondernemingen zijn toevertrouwd. In dit verband kan de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten enkel geaggregeerde gegevens verkrijgen over het aantal, het bedrag en het type van verleend krediet per informatieplichtige;

2° aan de Belgische Gegevensbeschermingsautoriteit, voor zover het om persoonsgegevens gaat of om de gegevens die zij nodig heeft voor de uitvoering van de opdrachten die haar door of krachtens de AVG en door of krachtens de wet zijn toevertrouwd;

3° aan de Europese Centrale Bank (ECB), krachtens Verordening (EU) nr. 2016/867 van de ECB van 18 mei 2016 betreffende de verzameling van gedetailleerde kredietgegevens en kredietrisicogegevens. In dit verband kunnen de meegedeelde gegevens door de ECB en de buitenlandse nationale centrale banken geraadpleegd en gebruikt worden, in overeenstemming met de voornoemde verordening, ook voor het invoeren en in stand houden van feedbackloops van de nationale centrale banken ten behoeve van hun informatieplichtigen, op voorwaarde dat hun doeleinden, de geregistreerde gegevens en de wettelijke bescherming op het vlak van het beroepsgeheim gelijkwaardig zijn aan die van het Register en dat zij hun gegevens op basis van wederkerigheid verstrekken;

4° tijdens een getuigenis in rechte in strafzaken even-als op specifiek en met redenen omkleed verzoek van de procureur des Konings;

5° aan de ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie voor zover zij dienen op te treden in het kader van titel 5;

6° ingeval de mededeling van dergelijke gegevens wordt voorgeschreven of toegestaan door of krachtens een wet.

§ 3. De personen die gegevens van het Register hebben verkregen, moeten de nodige maatregelen treffen om het vertrouwelijke karakter van die gegevens en het exclusief gebruik ervan voor de in de paragrafen 1 en 2 bepaalde doeleinden te waarborgen. De gegevens van het Register mogen niet openbaar worden gemaakt. De informatieplichtigen die gegevens van het Register hebben verkregen, dienen ervoor te zorgen dat enkel de personen die onder hun gezag handelen en die de gegevens van het Register nodig hebben voor de uitoefening van hun taken, toegang hebben tot die gegevens.

Art. 11. § 1. Volgens de door de Koning, op voordracht van de minister van Financiën, bepaalde regels kan elke natuurlijke persoon en elke onderneming natuurlijke persoon kosteloos inzage verkrijgen van de op zijn naam in het Register geregistreerde gegevens en kan hij vrij en kosteloos de rectificatie vragen van verkeerde gegevens, in overeenstemming met de artikelen 15 en 16 van de AVG.

Deze rechten zijn evenwel beperkt in die zin dat de betrokkenen geen recht van inzage hebben als bedoeld in artikel 15 van de AVG en geen recht op rectificatie als bedoeld in artikel 16 van dezelfde verordening voor sommige in het Register geregistreerde gegevens die zuiver interne gegevens van de informatieplichtigen betreffen die geen onderdeel uitmaken van de overeenkomst bedoeld in artikel 2, 5°. De Koning bepaalt op welke gegevensverwerkingen deze uitzondering op het recht van inzage en het recht op rectificatie van toepassing is.

Outre les exceptions prévues aux articles 14, paragraphe 5, point c), 17, paragraphe 3, point b), et 18, paragraphe 2, du RGPD, les articles 13, 19 et 21 de ce règlement ne sont pas applicables aux traitements de données à caractère personnel exercés par la Banque dans le cadre de la gestion du Registre. L'article 5 du RGPD ne s'applique pas à ces mêmes traitements dans la mesure où les dispositions de cet article 5 correspondent aux droits et obligations prévus aux articles 12 à 22 du RGPD.

§ 2. Chaque personne morale a accès, sans frais, aux données enregistrées à son nom dans le Registre et peut demander la rectification des données erronées. Le Roi, sur proposition du ministre des Finances, fixe les modalités de la consultation et de rectification du Registre par les personnes morales bénéficiaires.

La limitation et l'autorisation pour le Roi y afférente telles que prévues dans le deuxième alinéa du premier paragraphe valent également pour les personnes morales exerçant leur droit d'accès ou de rectification.

§ 3. Sauf lorsque les données figurant dans le Registre sont erronées en raison d'une mauvaise manipulation de ces données par la Banque elle-même, la personne au nom de laquelle ces données ont été enregistrées est tenue d'exercer le droit de rectification prévu aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article, de préférence directement auprès de l'agent déclarant qui a communiqué ces données au Registre. Au cas où une demande de rectification est transmise à la Banque en vertu des paragraphes 1^{er} et 2 du présent article et où les données figurant dans le Registre ne sont pas erronées en raison d'une mauvaise manipulation par la Banque, celle-ci a l'obligation de transmettre cette demande de rectification à l'agent déclarant qui a communiqué les données litigieuses au Registre, en requérant de cet agent déclarant qu'il corrige les données erronées tant dans ses propres fichiers que dans le Registre. À défaut pour l'agent déclarant de procéder à la rectification, la Banque peut l'effectuer elle-même d'office sur la foi d'un jugement ou arrêt exécutoire confirmant l'inexactitude des données enregistrées.

§ 4. Le droit d'accès prévu aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article accorde aux entreprises personnes physiques, personnes physiques et morales concernées le droit de disposer d'un relevé :

1° des agents déclarants qui ont consulté les données figurant dans le Registre qui portent sur les personnes concernées dans les six mois précédant la date de la demande d'accès, en vertu de l'article 10, paragraphe 1^{er};

2° des instances auxquelles les données figurant dans le Registre qui portent sur les personnes concernées ont été communiquées dans les six mois précédant la date de la demande d'accès, en vertu de l'article 10, paragraphe 2, à l'exception des communications au procureur du Roi.

À cette fin, la Banque conserve les données déterminées par le Roi, sur proposition du ministre des Finances, relatives à ces consultations et communications.

Art. 12. § 1^{er}. En vue de leur communication, conformément à l'article 10, § 2, les données visées à l'article 3 :

1° relatives à un instrument ou une protection sont conservées dans le Registre jusqu'à deux ans après la période de consultation, visée à l'article 10, § 1, qui court jusqu'à la date de fin de cet instrument ou de cette protection ;

2° relatives à une contrepartie sont conservées dans le Registre jusqu'à deux ans après la période de consultation, visée à l'article 10, § 1, qui court jusqu'à la date de fin du dernier instrument et de la dernière protection auxquels elle est liée.

Le Roi, sur proposition du ministre des Finances, peut réduire les délais de conservation précités.

§ 2. En vue de leur utilisation pour les finalités visées à l'article 20, la Banque peut conserver les données visées à l'article 3 :

1° relatives à un instrument ou une protection jusqu'à trente ans après la fin de cet instrument ou de cette protection ;

2° relatives à une contrepartie jusqu'à trente ans après la fin du dernier instrument et de la dernière protection auxquels elle est liée.

Pour autant que les données concernent des entreprises personnes physiques ou des personnes physiques, la conservation visée dans le présent paragraphe se fait sous une forme pseudonymisée.

§ 3. La Banque conserve les données relatives aux consultations et aux communications déterminées par le Roi en vertu de l'article 11, § 4, durant une période de cinq ans à compter de la date des consultations et communications respectives.

Buiten de in de artikelen 14, lid 5, punt c), 17, lid 3, punt b), en 18, lid 2, van de AVG opgenomen uitzonderingen, zijn de artikelen 13, 19 en 21 van deze verordening niet van toepassing op verwerkingen van persoonsgegevens die door de Bank worden verricht in het kader van het beheer van het Register. Artikel 5 van de AVG is niet van toepassing op deze verwerkingen, in de mate dat de bepalingen van dit artikel 5 overeenstemmen met de rechten en verplichtingen die in de artikelen 12 tot 22 van de AVG zijn opgenomen.

§ 2. Elke rechtspersoon kan kosteloos inzage verkrijgen in de op zijn naam in het Register geregistreerde gegevens en kan de rectificatie vragen van verkeerde gegevens. De Koning, op voordracht van de minister van Financiën, bepaalt de modaliteiten voor de raadpleging en rectificatie van het Register door de begunstigde rechtspersonen.

De beperking en de bijbehorende aan de Koning verleende machtiging als bedoeld in het tweede lid van de paragraaf 1 gelden eveneens voor rechtspersonen die hun recht op inzage of recht op rectificatie uitoefenen.

§ 3. Tenzij wanneer de gegevens in het Register onjuist zijn als gevolg van een foutieve behandeling van deze gegevens door de Bank zelf, dient de persoon onder wiens naam deze gegevens werden geregistreerd het recht op rectificatie waarin voorzien is in de paragrafen 1 en 2 van dit artikel bij voorkeur rechtstreeks uit te oefenen bij de informatieplichtige die deze gegevens aan het Register heeft meegedeeld. Ingeval een verzoek om rectificatie op grond van de paragrafen 1 en 2 van dit artikel aan de Bank wordt overgemaakt en de gegevens in het Register niet onjuist zijn als gevolg van een foutieve behandeling door de Bank, is de Bank ertoe gehouden dit verzoek om rectificatie te verzenden naar de informatieplichtige die de betwiste gegevens aan het Register heeft meegedeeld en deze informatieplichtige te verzoeken de onjuiste gegevens zowel in de eigen bestanden als in het Register te rectificeren. Als de informatieplichtige in gebreke blijft tot de rectificatie over te gaan, kan de Bank deze zelf van ambtswege verrichten op basis van een uitvoerbaar vonnis of arrest dat de onjuistheid van de geregistreerde gegevens bevestigt.

§ 4. Het recht van inzage waarin voorzien is in de paragrafen 1 en 2 van dit artikel houdt voor de betrokken ondernemingen natuurlijke personen, natuurlijke personen en rechtspersonen het recht in om een overzicht te krijgen van:

1° de informatieplichtigen die in de zes maanden voorafgaand aan de datum van de aanvraag om inzage te verkrijgen, op grond van artikel 10, § 1, de gegevens in het Register hebben geraadpleegd die slaan op de betrokkene;

2° de instanties aan wie in de zes maanden voorafgaand aan de datum van de aanvraag om inzage te verkrijgen, op grond van artikel 10, § 2, de gegevens in het Register die slaan op de betrokkene, werden meegedeeld, met uitzondering van de mededelingen aan de procureur des Konings.

Met dat oogmerk bewaart de Bank over deze raadplegingen en mededelingen de gegevens die de Koning, op voordracht van de minister van Financiën, vaststelt.

Art. 12. § 1. Met het oog op de mededeling ervan overeenkomstig artikel 10, § 2, worden de in artikel 3 bedoelde gegevens:

1° met betrekking tot een instrument of een protectie, in het Register bewaard tot twee jaar na de in artikel 10 § 1, bedoelde raadplegingsperiode die loopt tot de einddatum van dit instrument of deze protectie;

2° met betrekking tot een tegenpartij, in het Register bewaard tot twee jaar na de in artikel 10, § 1, bedoelde raadplegingsperiode die loopt tot de einddatum van het laatste instrument en van de laatste protectie waarmee zij verbonden is.

De Koning, op voordracht van de minister van Financiën, kan de voornoemde bewaringstermijnen beperken.

§ 2. Met het oog op het gebruik ervan voor de in artikel 20 bedoelde doeleinden kan de Bank de in artikel 3 bedoelde gegevens:

1° met betrekking tot een instrument of een protectie, tot dertig jaar na het einde van dit instrument of deze protectie bewaren;

2° met betrekking tot een tegenpartij, tot dertig jaar na het einde van dit instrument en van de laatste protectie waarmee zij verbonden is, bewaren.

Indien de gegevens ondernemingen natuurlijke personen of natuurlijke personen betreffen, geschiedt de in deze paragraaf bedoelde bewaring ervan in gepseudonimiseerde vorm.

§ 3. De Bank bewaart de gegevens over de raadplegingen en de mededelingen die de Koning vaststelt op grond van artikel 11, § 4, gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de datum van de respectieve raadplegingen en mededelingen.

TITRE 5 - SANCTIONS, RECHERCHE ET CONSTATATION
DES INFRACTIONS

Art. 13. § 1^{er}. Sans préjudice des compétences des fonctionnaires de police de la police locale et fédérale, les agents commissionnés par le ministre ayant l'Économie dans ses attributions sont compétents pour rechercher et constater les infractions à la présente loi et aux règlements pris en exécution de celle-ci.

§ 2. Les constatations des agents visés au paragraphe 1^{er} reprises dans les procès-verbaux établis par eux font foi jusqu'à preuve du contraire.

Dans les trente jours qui suivent la constatation de l'infraction, une copie du procès-verbal est remis au contrevenant, de la manière prévue à l'article XV.2, § 2, du Code de droit économique.

§ 3. Les agents visés au paragraphe 1^{er} recherchent et constatent les infractions conformément aux dispositions du livre XV, titre 1^{er}, chapitre 1^{er}, du Code de droit économique.

§ 4. Lorsque l'on constate que l'agent déclarant ne respecte pas les dispositions des articles 3 et 4 et des arrêtés et règlements pris en exécution de ceux-ci, les agents visés au paragraphe 1^{er} transmettent les constatations à la Banque en vue de l'application de la procédure visée à l'article 19.

§ 5. Lorsqu'il est constaté qu'un acte constitue une infraction visée à l'article 17, §§ 1^{er} et 3, les agents visés au paragraphe 1^{er} peuvent adresser au contrevenant un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à cet acte, conformément à l'article XV.31 du Code de droit économique.

§ 6. Lorsque des infractions telles que visées à l'article 17, §§ 1^{er} et 3, sont constatées, le directeur général de la Direction générale de l'Inspection économique du Service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie peut proposer une transaction aux contrevenants, conformément à l'article XV.61 du Code de droit économique.

Le montant de la transaction ne peut être supérieur au montant maximum de l'amende fixé à l'article 17, §§ 1^{er} et 3, majoré des décimes additionnels.

Les modalités de paiement et de perception de cette transaction sont celles visées dans l'arrêté royal du 10 avril 2014 relatif au règlement transactionnel des infractions aux dispositions du Code de droit économique et ses arrêtés d'exécution, dans sa version en vigueur au 9 mai 2014.

Art. 14. § 1^{er}. Sans préjudice de la procédure d'avertissement visée à l'article 13, § 5, les infractions visées à l'article 17, §§ 1^{er} et 3, peuvent faire l'objet de :

1° soit l'application de la procédure de transaction visée à l'article 13, § 6 ;

2° soit une poursuite administrative avec application de la procédure visée au titre 1/2 du livre XV du Code de droit économique, à l'exception de l'article XV.60/20 ;

3° soit une poursuite pénale.

§ 2. La poursuite se fait conformément au titre 1/1 du livre XV du Code de droit économique.

Art. 15. § 1^{er}. Le ministère public notifie aux agents compétents visés à l'article XV.60/4 du Code de droit économique sa décision d'intenter ou non les poursuites pénales, ou de proposer ou non l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent comme visé à l'article 216bis du Code d'instruction criminelle ou une médiation pénale visée à l'article 216ter du même Code.

Lorsque le ministère public renonce à intenter les poursuites pénales, ou à proposer une transaction visée à l'article 216bis du Code d'instruction criminelle ou une médiation pénale visée à l'article 216ter du même Code, ou si le ministère public n'a pas pris de décision dans un délai de trois mois à compter du jour de la réception du procès-verbal consignait l'infraction, les agents compétents visés à l'article XV.60/4 du Code de droit économique décident s'il y a lieu d'entamer la procédure d'amende administrative.

§ 2. Si le ministère public renonce à intenter les poursuites pénales ou à proposer une transaction visée à l'article 216bis du Code d'instruction criminelle ou une médiation pénale visée à l'article 216ter du même Code, il envoie une copie des pièces de procédure des actes d'enquête complémentaires aux agents compétents visés à l'article XV.60/4 du Code de droit économique.

TITEL 5 - SANCTIES, OPSPORING EN VASTSTELLING
VAN INBREUKEN

Art. 13. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de politieambtenaren van de lokale en federale politie, zijn de door de minister bevoegd voor Economie aangestelde ambtenaren bevoegd om de inbreuken op deze wet en de besluiten en reglementen die ter uitvoering ervan werden genomen, op te sporen en vast te stellen.

§ 2. De vaststellingen van de in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren in de door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Een afschrift van het proces-verbaal wordt binnen dertig dagen na de vaststelling van de inbreuk aan de overtreder overgemaakt, op de wijze voorzien in artikel XV.2, § 2, van het Wetboek van economisch recht.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren sporen de inbreuken op en stellen ze vast overeenkomstig de bepalingen van boek XV, titel 1, hoofdstuk 1, van het Wetboek van economisch recht.

§ 4. Wanneer wordt vastgesteld dat de informatieplichtige de bepalingen van de artikelen 3 en 4 en van de besluiten en reglementen die ter uitvoering ervan werden genomen niet naleeft, maken de in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren de vaststellingen over aan de Bank met het oog op het toepassen van de procedure bedoeld in artikel 19.

§ 5. Wanneer is vastgesteld dat een handeling een inbreuk vormt bedoeld in artikel 17, §§ 1 en 3, kunnen de ambtenaren bedoeld in paragraaf 1, een waarschuwing richten tot de overtreder waarbij die tot stopzetting van de handeling wordt aangemaand, overeenkomstig artikel XV.31 van het Wetboek van economisch recht.

§ 6. Wanneer inbreuken zoals bedoeld in artikel 17, §§ 1 en 3, worden vastgesteld, kan de directeur-generaal van de Algemene Directie Economische Inspectie van de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie aan de overtreders een transactie voorstellen, overeenkomstig artikel XV.61 van het Wetboek van economisch recht.

Het bedrag van deze transactie mag niet hoger zijn dan het maximumbedrag van de geldboete bepaald in artikel 17, §§ 1 en 3, verhoogd met de opdecimen.

De betalings- en inningswijzen van deze transactie zijn deze bedoeld in het koninklijk besluit van 10 april 2014 betreffende de transactie bij inbreuken op de bepalingen van het Wetboek van economisch recht en zijn uitvoeringsbesluiten, zoals deze gold op 9 mei 2014.

Art. 14. § 1. Onverminderd de waarschuwingsprocedure bedoeld in artikel 13, § 5, kunnen de inbreuken bedoeld in artikel 17, §§ 1 en 3, het voorwerp uitmaken van :

1° ofwel de toepassing van de transactieprocedure bedoeld in artikel 13, § 6 ;

2° ofwel een administratieve vervolging met toepassing van de procedure bedoeld in titel 1/2 van boek XV van het Wetboek van economisch recht, met uitzondering van het artikel XV.60/20 ;

3° ofwel een strafrechtelijke vervolging.

§ 2. De vervolging gebeurt overeenkomstig titel 1/1 van boek XV van het Wetboek van economisch recht.

Art. 15. § 1. Het openbaar ministerie bezorgt aan de bevoegde ambtenaren bedoeld in artikel XV.60/4 van het Wetboek van economisch recht een kennisgeving van zijn beslissing om al dan niet strafvervolging in te stellen, of al dan niet een minnelijke schikking bedoeld in artikel 216bis van het Wetboek van strafvordering of een bemiddeling in strafzaken bedoeld bij artikel 216ter van hetzelfde Wetboek voor te stellen.

Wanneer het openbaar ministerie ervan afziet een strafvervolging in te stellen, of een minnelijke schikking bedoeld in artikel 216bis van het Wetboek van strafvordering of een bemiddeling in strafzaken bedoeld bij artikel 216ter van hetzelfde Wetboek voor te stellen, of wanneer het openbaar ministerie geen beslissing heeft genomen binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal waarin de inbreuk werd vastgelegd, beslissen de bevoegde ambtenaren bedoeld in artikel XV.60/4 van het Wetboek van economisch recht of de procedure voor de administratieve geldboete moet worden opgestart.

§ 2. Indien het openbaar ministerie ervan afziet een strafvervolging in te stellen, of een minnelijke schikking bedoeld in artikel 216bis van het Wetboek van strafvordering of een bemiddeling in strafzaken bedoeld bij artikel 216ter van hetzelfde Wetboek voor te stellen, bezorgt het een afschrift van de procedurerestukken van de aanvullende onderzoeksdaden aan de bevoegde ambtenaren bedoeld in artikel XV.60/4 van het Wetboek van economisch recht.

Art. 16. La Banque peut demander aux agents visés à l'article 13, § 1^{er}, de vérifier, en ce qui concerne un agent déclarant, que les données communiquées à la Banque en vertu de la présente loi sont correctes et complètes.

Les agents visés à l'article 13, § 1^{er}, évaluent la demande de la Banque et procèdent si nécessaire à une enquête. Le cas échéant, ils informent la Banque du résultat de leur enquête.

Art. 17. § 1^{er}. À l'exception des cas visés à l'article 10, § 2, 2^o, dans lesquels l'Autorité de protection des données est compétente pour infliger des sanctions en vertu des dispositions du chapitre 8 du RGPD, sont punis d'une amende administrative ou pénale de 26 euros à 1 000 000 d'euros :

1^o ceux qui ne se conforment pas à l'obligation visée à l'article 9 ;

2^o ceux qui ne se conforment pas au prescrit de l'article 10, § 1^{er}, dernier aliéna, ou § 3.

§ 2. Les dispositions du titre 2, chapitre 1/1, du livre XV du Code de droit économiques sont applicables aux amendes administratives visées la présente loi.

Les décimes additionnels visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales sont également applicables aux amendes administratives.

§ 3. Est puni d'une amende administrative ou pénale de 50 à 10 000 euros, celui qui, volontairement, empêche ou entrave l'exécution de la mission des personnes mentionnées à l'article 13, § 1^{er}, chargées de rechercher et de constater les infractions aux dispositions de la présente loi.

Art. 18. Les articles XV.69, XV.71, XV.72, XV.73 et XV.74 du Code de droit économique sont applicables aux infractions pénales visées à l'article 17.

Art. 19. § 1^{er}. Si l'agent déclarant ne respecte pas les dispositions des articles 3 et 4 ainsi que des arrêtés et règlements pris pour leur exécution, la Banque peut imposer des astreintes à cet agent déclarant. La Banque tient compte lors de sa prise de décision des sanctions qui ont déjà été infligées ou qui le seront par la Banque centrale européenne dans le cadre d'une procédure d'infraction portant sur les mêmes faits et consulte la Banque centrale européenne à ce sujet.

§ 2. Ces astreintes s'élèvent, pour une procédure d'infraction relative aux mêmes faits, au maximum à 1 000 000 d'euros au total et au maximum à 10 000 euros par jour de retard. Lors de la détermination du montant de l'astreinte, il est tenu particulièrement compte :

a) de la gravité et du caractère répété de l'infraction ;

b) de l'assise financière de l'agent déclarant concerné, telle qu'elle ressort entre autres du chiffre d'affaires annuel mondial total ou de l'actif net consolidé de l'agent déclarant ;

c) des sanctions qui ont déjà été infligées ou qui le seront par la Banque centrale européenne dans le cadre d'une procédure d'infraction portant sur les mêmes faits.

§ 3. Le Roi, sur proposition du ministre des Finances, détermine les modalités d'application du présent article, en ce compris la qualification des infractions et la procédure d'infraction que la Banque est tenue de suivre pour imposer ces astreintes. Les astreintes imposées en application du paragraphe 1^{er} sont perçues au profit du Trésor par l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances non fiscales.

§ 4. L'agent déclarant peut, selon la procédure accélérée déterminée par le Roi en vertu de l'article 36/22 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, introduire devant le Conseil d'État un recours contre la décision par laquelle la Banque nationale de Belgique impose des astreintes à ces déclarants.

TITRE 6 - DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 20. La Banque est habilitée à utiliser les informations enregistrées dans le Registre à des fins scientifiques ou statistiques ou dans le cadre de ses activités menées conformément à la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, sans préjudice de l'application du RGPD en ce qui concerne les données à caractère personnelles qui sont enregistrées dans le Registre.

Art. 16. De Bank kan aan de ambtenaren bedoeld in artikel 13, § 1, vragen om met betrekking tot een informatieplichtige na te gaan of de gegevens die krachtens deze wet aan de Bank worden meegegeeld juist en volledig zijn.

De ambtenaren bedoeld in artikel 13, § 1, beoordelen de vraag van de Bank en stellen desgevallend een onderzoek in. In voorkomend geval stellen ze de Bank in kennis van het resultaat van hun onderzoek.

Art. 17. § 1. Behalve in de gevallen bedoeld in artikel 10, § 2, 2^o, waarin de Gegevensbeschermingsautoriteit bevoegd is om sancties op te leggen krachtens de bepalingen van hoofdstuk 8 van de AVG, worden gestraft met een administratieve of strafrechtelijke geldboete van 26 euro tot 1 000 000 euro:

1^o zij die de verplichting bedoeld in artikel 9 niet naleven;

2^o zij die het voorschrift van artikel 10, § 1, laatste lid, of § 3, niet naleven.

§ 2. De bepalingen van titel 2, hoofdstuk 1/1, van boek XV van het Wetboek van economisch recht zijn toepasselijk op de administratieve geldboetes bedoeld in deze wet.

De opdecimen bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimen op strafrechtelijke geldboeten zijn eveneens van toepassing op de administratieve geldboetes.

§ 3. Wordt gestraft met een administratieve of strafrechtelijke geldboete van 50 euro tot 10 000 euro, hij die met opzet het vervullen van de opdracht van de in artikel 13, § 1, genoemde personen belast met de opsporing en vaststelling van de inbreuken op de bepalingen van deze wet, bemoeilijkt of belet.

Art. 18. De artikelen XV.69, XV.71, XV.72, XV.73 en XV.74 van het Wetboek van economisch recht zijn toepasselijk op de strafrechtelijke inbreuken bedoeld in artikel 17.

Art. 19. § 1. Indien de informatieplichtige de bepalingen van de artikelen 3 en 4 en van de besluiten en reglementen die ter uitvoering ervan werden genomen niet naleeft, kan de Bank dwangsommen opleggen aan deze informatieplichtige. De Bank houdt bij het nemen van deze beslissing rekening met de sancties die reeds werden opgelegd of zullen worden opgelegd door de Europese Centrale Bank in het kader van een inbreukprocedure met betrekking tot dezelfde feiten en consulteert de Europese Centrale Bank daarover.

§ 2. De dwangsommen bedragen voor een inbreukprocedure met betrekking tot dezelfde feiten maximaal 1 000 000 euro in totaal en maximaal 10 000 euro per dag vertraging. Bij de vaststelling van het bedrag van de dwangsom wordt in het bijzonder rekening gehouden met:

a) de ernst en het herhaald karakter van de inbreuk;

b) de financiële draagkracht van de betrokken informatieplichtige, zoals die met name blijkt uit de totale, wereldwijde jaaromzet of uit de geconsolideerde netto-activa van de informatieplichtige;

c) de sancties die reeds werden opgelegd of zullen worden opgelegd door de Europese Centrale Bank in het kader van een inbreukprocedure met betrekking tot dezelfde feiten.

§ 3. De Koning, op voordracht van de minister van Financiën, bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel, met inbegrip van de kwalificatie van de inbreuken en de inbreukprocedure die de Bank dient te volgen om deze dwangsommen op te leggen. De dwangsommen die met toepassing van paragraaf 1 worden opgelegd, worden ten voordele van de Schatkist geïnd door de administratie van de Federale overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen.

§ 4. De informatieplichtige kan volgens de versnelde procedure zoals vastgesteld door de Koning op grond van artikel 36/22 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, een beroep instellen bij de Raad van State tegen de beslissing waarbij de Bank dwangsommen oplegt aan deze informatieplichtige.

TITEL 6 - DIVERSE BEPALINGEN

Art. 20. De Bank wordt gemachtigd om van de in het Register geregistreerde gegevens gebruik te maken voor wetenschappelijke of statistische doeleinden of in het kader van de activiteiten die zij overeenkomstig de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België uitoefent, onverminderd de toepassing van de AVG wat de in het Register geregistreerde persoonsgegevens betreft.

Art. 21. La Banque est habilitée à demander aux agents déclarants le remboursement des frais qu'elle expose pour la collecte, l'enregistrement, la gestion, le contrôle et la diffusion des données du Registre. Les modalités et le tarif de l'indemnisation sont arrêtés par la Banque en concertation avec les agents déclarants représentés par leurs associations professionnelles.

Art. 22. Les arrêtés prévus par la présente loi seront pris après avis de la Banque.

Art. 23. Les articles 2 à 20 et 23 de la loi du 4 mars 2012 relative à la Centrale des crédits aux entreprises sont abrogés le 1^{er} janvier 2022. La Banque est autorisée à prolonger la période pendant laquelle la Centrale des crédits aux entreprises peut être utilisée de 6 mois pour une partie ou la totalité des agents déclarants.

Les données qui ont été collectées en vertu de la loi précitée peuvent être conservées par la Banque durant 30 ans après la date d'abrogation précitée uniquement aux fins prévues à l'article 20 et après pseudonymisation des entreprises personnes physiques et personnes physiques dont les données seront conservées.

Art. 24. Pour les contrats conclus avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et qui doivent être communiqués au Registre conformément à l'article 25, la notification visée à l'article 9 prend la forme d'un avis non nominatif au *Moniteur belge*, émanant du ministre ayant les Finances dans ses attributions. En ce qui concerne les facilités de découvert non autorisées sur un compte, cet avis non nominatif vaut pour tous les comptes ouverts avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 25. Excepté en ce qui concerne l'article 10, paragraphe 1^{er}, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022, la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Avant le 1^{er} janvier 2022 les établissements de crédit doivent avoir communiqué au Registre les données visées à l'article 3 relatives aux contrats existant au ou à partir du 30 septembre 2018, à l'exception des données relatives aux contreparties entreprise personne physique ou personnes physiques pour lesquelles les données relatives aux contrats existant au ou à partir du 31 décembre 2020 doivent avoir été communiquées avant le 1^{er} janvier 2022.

Avant le 1^{er} janvier 2022, les entreprises de leasing doivent avoir communiqué au Registre les données visées à l'article 3 relatives aux contrats existant au ou à partir du 31 décembre 2020.

La Banque est habilitée à autoriser que tout ou partie du périmètre des données à communiquer par un agent déclarant en vertu de l'article 3 soit temporairement restreint. Pour les données dont la date de première communication débute ou est postérieure au 31 décembre 2020, l'allègement des obligations de communication ne peut toutefois excéder les six premiers mois.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre van Financiën,

V. VAN PETEGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K55-2211

Compte rendu intégral : 18 novembre 2021.

Art. 21. De Bank wordt gemachtigd om aan de informatieplichtigen de terugbetaling te vragen van de kosten gemaakt voor het inzamelen, het registreren, het beheer, de controle en het ter beschikking stellen van de gegevens van het Register. De modaliteiten en het tarief van de vergoeding worden door de Bank vastgesteld in overleg met de informatieplichtigen via hun representatieve beroepsverenigingen.

Art. 22. De besluiten waarin deze wet voorziet, worden genomen na advies van de Bank.

Art. 23. De artikelen 2 tot 20 en 23 van de wet van 4 maart 2012 betreffende de Centrale voor Kredieten aan Ondernemingen worden opgeheven op 1 januari 2022. De Bank is gemachtigd om een verlenging toe te staan van de periode waarin de Centrale voor kredieten aan ondernemingen kan worden gebruikt voor een periode van zes maanden voor een deel of het geheel van de informatieplichtigen.

Na deze datum van opheffing mogen de gegevens die krachtens de voornoemde wet zijn verzameld, gedurende dertig jaar door de Bank worden bewaard, uitsluitend voor de in artikel 20 vastgestelde doeleinden en na pseudonimisering van de ondernemingen natuurlijke personen en natuurlijke personen waarvan de gegevens worden bewaard.

Art. 24. Voor de overeenkomsten die gesloten werden vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet en die overeenkomstig artikel 25 aan het Register moeten worden meegedeeld, gebeurt de in artikel 9 bedoelde kennisgeving in de vorm van een niet-nominatief bericht in het *Belgisch Staatsblad*, uitgaande van de minister tot wiens bevoegdheid Financiën behoort. Wat betreft de niet-toegelaten debetstanden op rekening geldt dit niet-nominatief bericht voor alle rekeningen die werden geopend vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet.

Art. 25. Met uitzondering van artikel 10, paragraaf 1, dat in werking treedt op 1 januari 2022, treedt deze wet in werking op de datum van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De kredietinstellingen moeten vóór 1 januari 2022 de in artikel 3 bedoelde gegevens aan het Register hebben meegedeeld met betrekking tot de op of na 30 september 2018 bestaande overeenkomsten, met uitzondering van de gegevens met betrekking tot de tegenpartijen die onderneming natuurlijke persoon of natuurlijke persoon zijn voor wie de gegevens met betrekking tot de op of na 31 december 2020 bestaande overeenkomsten moeten zijn meegedeeld vóór 1 januari 2022.

De leasingondernemingen moeten vóór 1 januari 2022 de in artikel 3 bedoelde gegevens aan het Register hebben meegedeeld met betrekking tot de op of na 31 december 2020 bestaande overeenkomsten.

De Bank is gemachtigd om toe te staan dat het geheel of een gedeelte van de reikwijdte van de gegevens die overeenkomstig artikel 3 door een informatieplichtige moet worden meegedeeld, tijdelijk wordt beperkt. Voor de gegevens waarvoor de datum van de eerste mededeling begint op of na 31 december 2020, mag de beperking van de mededelingsverplichtingen echter niet meer bedragen dan de eerste zes maanden.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Financiën,

V. VAN PETEGHEM

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K55-2211

Integraal verslag : 18 november 2021